

SURTOUT DÉVELOPPÉE AU SUD

# La microfinance fait ses comptes

Lancés dans les pays en développement lors des années septante, les microcrédits ont connu un certain succès. Deux cents millions d'individus en profitent déjà. C'est à la fois beaucoup et bien peu.

**D**epuis des décennies, d'intéressantes initiatives se multiplient dans les pays du Sud pour permettre aux populations pauvres de se développer en gérant mieux leurs faibles épargnes et en bénéficiant de microcrédits. C'est aussi le cas dans l'hémisphère nord. Ainsi, la coopérative *Crédal* (Crédit alternatif) a été mise sur pied au début des années 1980 pour financer

des projets d'économie sociale en Belgique. En France, la Société Internationale pour le Développement et la Solidarité (SIDI) a vu le jour en 1983, à l'initiative du Comité catholique contre la faim et pour le Développement (CCFD-Terre solidaire). Depuis lors, le développement de la microfinance dans le Sud suscite de l'intérêt à travers le monde entier. En atteste le professeur Marc Labie, attaché au Centre

européen de Recherche en microfinance de l'Université Libre de Bruxelles et de l'Université de Mons.

## NI ANGE, NI DÉMON

Selon Marc Labie, la microfinance n'est « *ni ange, ni démon* ! » Elle a bénéficié de la médiatisation liée à l'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'économiste

© SIDI - [www.sidi.fr](http://www.sidi.fr)

**AVEC LES FEMMES.**

Pour gérer des projets de micro-crédit.

Muhammad Yunus et à la Grameen Bank du Bangladesh, pour les efforts développés grâce au microcrédit « afin de créer le développement économique et social par le bas ».

Comme l'explique la SIDI de son côté, les populations pauvres n'ont pas accès aux banques (souvent basées dans les seules villes), mais elles s'efforcent de constituer une épargne de base qu'il faut alors savoir gérer. Ce qu'apprend précisément à faire l'entreprise solidaire française. Mais cette dernière précise aussi que la notion de microfinance recouvre un sens plus large puisqu'il s'agit également de « proposer des systèmes d'assurance, canaliser l'épargne des migrants vers des projets de développement des communautés d'origine, veiller à l'alphabétisation et à la formation des emprunteurs ».

De son côté, le professeur Labie considère que fournir dans les pays du Sud des services d'épargne, de crédits et de transferts de fonds reste un objectif tout à fait louable qui s'inscrit dans un mouvement dont les protagonistes ont cependant peut-être exagéré les fruits possibles pour la lutte contre la pauvreté. Mais il note que le professeur Yunus est parvenu à sensibiliser bien des gens, notamment des familles royales et des politiciens, dont Hillary Clinton. Il reconnaît également les grands succès enregistrés au Bangladesh, en République dominicaine, en Bolivie, au Kenya, au Sénégal et en Indonésie, dans des contextes politiques très différents. Une vraie réussite par rapport aux fameux programmes d'ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi que face au néolibéralisme promu à l'époque, en particulier par Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

## DES ATTENTES EXAGÉRÉES ?

Pourtant, la promotion de la microfinance ne se développe qu'à partir du premier Sommet mondial sur le microcrédit de 1997 et d'une grande campagne visant à toucher cent millions de pauvres en 2005.

« On peut dire que cet objectif a été plus ou moins atteint, ce qui est déjà extraordinaire », note le professeur Labie. Il relève la visibilité qui en a découlé au niveau du grand public, mais aussi l'arrivée d'autres acteurs, dont ceux venant du monde de la finance et gérant des milliards de dollars. De là cette médiatisation avec les simplifications qu'elle entraîne inévitablement. Mais aussi l'organisation d'une Année du microcrédit en 2005 et l'attribution du Prix Nobel de la Paix 2006 au professeur Yunus devenu une

icône et qui l'est resté, même si les autorités de son pays l'ont écarté de la Grameen Bank.

Cependant, en plus de leurs inquiétudes à propos du côté excessif des promesses faites par les promoteurs de la microfinance, des chercheurs se montrent aujourd'hui préoccupés par le surendettement des bénéficiaires et les crises du secteur de la microfinance survenues notamment en Inde, au Nicaragua, au Maroc et en Bosnie. De plus, certains acteurs parlent désormais d'investissements et changent même leurs noms.

Tout en considérant que le crédit n'est pas, pour les pauvres, le chemin le plus sûr pour s'en sortir, le professeur Labie croit que le secteur de la microfinance va sortir de son adolescence et tirer les leçons de ses excès, de ses erreurs et

## Des chercheurs se montrent aujourd'hui préoccupés par le surendettement des bénéficiaires de la microfinance.

des critiques dont il fait l'objet. Mais, selon lui, cela se fera à condition de ne pas surendetter les gens en difficulté, et de bien mettre au point des produits et des services à la fois de qualité, viables et adaptés aux besoins des gens.

Tels sont des défis à relever alors que le secteur comprend désormais une multitude d'organisations très hétérogènes, pas toujours performantes et dépendantes de subsides de pouvoirs publics ou de soutiens provenant de fondations, d'Églises, etc.

En outre, en ce qui concerne les pays du Nord, le professeur Labie reconnaît que la microfinance permet, certes, de favoriser des réinsertions sociales, mais il s'interroge sur le poids réel de celles-ci par rapport aux grands défis que posent les créations d'emplois!

Ainsi, mondialement parlant, il y a encore beaucoup de chemin à faire pour que les deux milliards d'individus bénéficient des fruits de la microfinance dont ils ont tant besoin! Sans perdre de vue l'idéal d'une gestion démocratique des structures financières!

Jacques BRIARD



Revue TIERS-MONDE, *L'inclusion financière : aider les exclus ou servir les financiers ?*, Paris, Armand Colin, mars 2016. Prix : 22,45 € -10% = 20,21 €.

## INDICES



L'Église italienne, qui contrôle de très nombreuses salles de cinéma indépendantes, jadis rattachées aux paroisses, y a interdit la projection du film *Week-end* du réalisateur Andrew Haigh. Racontant l'histoire d'amour entre un sauveteur et un artiste, le film n'a été visible que dans les salles des grandes villes. Malgré cela, il a tout de même réalisé la plus forte moyenne de spectateurs par écran du pays.



**WIN FOR LIFE.** Amer Saka, prêtre catholique chaldéen canadien, a avoué avoir joué aux jeux de hasard les 500 000 dollars canadiens que sa paroisse avait rassemblés lors de collectes pour aider les réfugiés. Et il a tout perdu. Son évêque l'a simplement « suspendu ». Le prêtre continue donc à toucher son salaire...

**DÉCENTRALISER.** Lors de sa dernière réunion, le « C9 », le Conseil des cardinaux qui entoure le pape François, a recommandé que l'Église catholique « procède à une décentralisation salutaire ». Si elle est appliquée, cela laisserait plus de latitude aux Églises locales pour prendre elles-mêmes des décisions sans devoir appliquer la « loi » romaine.



**DÉMISSION REFUSÉE.** Dépassé par les turbulences qui secouent l'Église grand-ducale depuis la séparation avec l'État, déstabilisé par le départ du vicaire général controversé qui a choisi de revenir à la vie civile, mis en question par les responsables des fabriques d'église qui se sentent floués, Jean-Claude Hollerich, nommé archevêque en 2011, a (déjà !) présenté sa démission. Rome a refusé. On cherche un homme providentiel comme évêque auxiliaire. « Mais ce sera aux paroissiens de le rémunérer », rappelle le ministre des Cultes.